

Luttons contre le révisionnisme moderne

Au moment où nous tenions notre Deuxième Congrès en juin 1976, les illusions sur le Programme commun et sur les transformations qu'apporterait une éventuelle victoire de l'Union de la gauche en mars 1978, pesaient assez lourdement sur la classe ouvrière et les masses populaires. On peut mesurer combien aujourd'hui les choses se sont modifiées. La polémique au sein de l'Union de la gauche, sa cassure en septembre 1977, l'échec électoral de mars 1978, la crise qui en a résulté, au sein du PS, mais surtout au sein du PCF, tous ces événements ont contribué à secouer les illusions antérieures sur le Programme commun. Leurs conséquences continuent aujourd'hui à se manifester et contribuent à donner un nouveau cours à la crise politique. La bataille politique qui a précédé les échéances des législatives de 1978, n'a pas pris de court notre Parti.

Le programme établi à notre Deuxième Congrès, et le rapport politique adopté à ce moment-là montraient déjà nettement, comment le Programme commun était porteur de deux projets contradictoires celui du PS et celui du PCF, et

annonçaient que l'antagonisme entre ces deux projets ne pouvait qu'éclater tôt ou tard. Rappelons par certains extraits ce que nous disions à l'époque :

— *« Derrière la façade de l'unité, se cachent deux forces politiques que leur histoire, leur nature, et leurs objectifs vouent à s'entre-déchirer avant même d'avoir atteint le renversement de l'équipe bourgeoise en place »* (Rapport Politique P. 32)

— *« Le révisionnisme moderne est celui d'une époque bien déterminée, qui en fait quelque chose de nouveau, de différent du réformisme classique, spécificité qui se cristallise dans un projet politique de nature différente »* (Rapport politique P. 33)

— *« Il en résulte une différence fondamentale entre le réformisme classique et le révisionnisme moderne du point de vue de leurs objectifs politiques respectifs : si l'on pouvait considérer les réformistes comme des « ministérialistes » désireux de grimper au pouvoir pour gérer loyalement les affaires de la bourgeoisie, avides de sinécures ministérielles que la bourgeoisie leur concéderait pour*

mieux duper les travailleurs, il n'en est pas de même des révisionnistes modernes. Ceux-ci ont un projet plus ample : se hisser au pouvoir pour introduire un certain nombre de réformes du capitalisme monopoliste d'Etat, allant de pair avec une restructuration à leur profit de la classe bourgeoise ». (Rapport politique P. 33).

— *« Le PCF n'exclut pas le recours, un jour où l'autre, à des formes de luttes extra-parlementaires, à une épreuve de force en vue de précipiter sa venue au pouvoir et la réalisation de son projet politique »*. (Rapport politique P. 38),

Si nous avons rappelé ces passages, c'est pour souligner en introduction de cette partie sur le révisionnisme, deux éléments qui nous semblent devoir être versés à cette occasion à l'actif de notre Parti :

— A la différence de la plupart des autres forces politiques, notre Parti n'a pas été pris au dépourvu par la cassure de l'Union de la gauche. Bien sûr, là n'était d'ailleurs pas son rôle, il n'a pas prévu le moment de cette cassure, mais, en soulignant dès son Congrès de 1976 la nature contradictoire des

deux projets des partis de gauche, il s'était armé pour pouvoir saisir les raisons de la cassure à venir, et révéler aux travailleurs la vraie nature du projet du PCF, à un moment où cette question serait posée avec insistance dans les masses.

— Entre les deux Congrès, notre Parti a été amené à analyser plus profondément le projet propre du PCF, d'autant plus que celui-ci, se sentant à proximité du pouvoir a été amené à révéler dans la période pré-législative beaucoup plus crûment, ses intentions et son projet. Notre Parti a fait progresser de manière importante cette analyse indispensable au combat anti-révisionniste et au ralliement à la perspective révolutionnaire, frange par frange, des secteurs du mouvement de masse que ce dernier continue à abuser. Il s'est ainsi armé pour avoir pleinement prise sur la crise interne qui secoue gravement les rangs du PCF, et éclairer les nombreux travailleurs de ce parti qui, sous le poids de l'échec de l'Union de la gauche, en viennent à mettre en cause les orientations de leur parti, et à poser leur exigence d'un véritable parti révolutionnaire, d'un véritable projet socialiste.

Derrière la querelle PS-PC, deux projets bourgeois contradictoires

L'analyse des relations conflictuelles au sein de l'Union de la gauche, leur histoire nécessitent d'être rapidement reprises pour éclairer une question : la rupture de l'Union de la gauche en septembre 77 signifie-t-elle un changement de ligne à cette période de la part du PCF, témoigne-t-elle en fin de compte de la volonté du PCF de ne pas venir au pouvoir pour gérer la crise avec le PS. Nous avons souvent rencontré cette question, y compris après les élections, parmi des oppositionnels du PCF, parmi des syndicalistes CFDT influencés par le PS... «*La ligne sectaire l'a emporté sur la ligne d'ouverture*», «*Devant les difficultés économiques, le PCF a préféré ne pas avoir à assumer au contraire de ce que font les PCI et PCE la responsabilité d'une politique d'austérité*» entendons-nous

souvent. Il nous faut tenter de répondre clairement à ces questions.

Depuis juin 1972, date de la signature du Programme commun entre le PS et le PC, les relations entre ces deux partis sont passées par des phases de tension aiguë et des phases d'alliance étroite et sans nuage. De juin 72 à septembre 74 (période qui inclut les élections législatives de mars 73 et les présidentielles de mai 74), la lune de miel du mariage Marchais-Mitterrand se déroule pratiquement sans à coup. De septembre 74 au début 76, jusqu'au moment du 22^e Congrès du PCF, de graves tensions se manifestent entre les deux partis et le PCF déclenche une première campagne sur le virage à droite du PS. Après le 22^e Congrès et jusqu'à avril 77 (période qui inclut les élections cantonales et les élections municipales), c'est le retour à une phase plus calme où le PCF relâche ses critiques contre son partenaire. Depuis la fin des élections municipales, avec le chiffrage du Programme commun, sa réactualisation, la cassure de septembre et la campagne électorale, le PCF a multiplié les coups de semonce, puis les attaques directes contre son partenaire. De cette alternance de tensions et de réconciliations, que faut-il conclure ? S'agit-il de changements de ligne successifs de la part du PCF, comme certains l'estiment, ou d'ajustements tactiques au service du même objectif, d'un même projet stratégique ?

Notons d'abord que le passage d'une phase à une autre s'est toujours fait à l'initiative du PCF et non de son partenaire. C'est le PCF qui décide de pilonner le PS, puis de suspendre ses attaques, c'est le PCF qui est demandeur lors de la réactualisation du Programme commun en direction du PS. Le parti de Mitterrand tout en rendant les coups restera toujours sur la défensive. Notons ensuite, que les arguments évoqués par le PCF pour déclencher son pilonnage ne sont pas, c'est le moins qu'on puisse dire, convaincants. Les tournants à droite du PS de septembre 74, ou d'avril 77, invoqués par le PCF pour justifier le déclenchement de ses attaques, ne semblent pas plus accentués que d'autres prises de position de dirigeants socialistes qui avaient pourtant laissé sans réaction la direction du PCF. Quand Mitterrand à la sortie

de la dernière réunion de négociation du Programme commun de 72, s'envole à Vienne pour déclarer devant l'internationale socialiste que l'Union de la gauche, c'est pour lui le moyen de prendre 3 millions de voix au PCF, Marchais ne jugera pas utile de déclencher une polémique ouverte contre un partenaire qui dit aussi crûment les choses. Quand en mai 1974, le candidat commun de la gauche aux présidentielles, Mitterrand, multipliera les déclarations sur les nécessaires sacrifices qu'un président socialiste saurait faire accepter à la nation pour sortir de la crise, la direction du PCF trouvera le moyen de renchérir en affirmant, par la bouche de Ségal, que la classe ouvrière serait responsable et n'engagerait pas de luttes inconsidérées ; en même temps les militants du PCF qui protestaient à l'époque se sont vu simplement proposer de coller le maximum d'affiches pour Mitterrand. Quand en 1977, Rocard et Mitterrand dialoguent avec les patrons lors d'un forum organisé par le journal économique *l'Expansion*, pour les convaincre des avantages qu'ils auraient à la venue au pouvoir du parti socialiste, le PCF tout en protestant n'a pas jugé à l'époque utile de «*mettre au pied du mur*» son partenaire, comme il l'a fait à peine quelques mois plus tard, une fois les élections municipales passées, une fois les conseillers révisionnistes élus sur des listes communes avec les socialistes installés dans les mairies.

En fait, dès juin 1972, Marchais et Mitterrand savent à quoi s'en tenir sur la nature du contrat qu'ils viennent de signer, même si ce n'est que par périodes qu'ils laisseront filtrer la vérité auprès des travailleurs. Que dit Marchais dans le rapport qu'il fait devant le Comité central du PCF aussitôt après la signature du Programme commun, rapport qui ne sera rendu public que trois ans plus tard dans un moment fort de la polémique en direction du PS : «*Le Parti socialiste s'engage donc de la sorte et déclare qu'il s'engage publiquement à rester fidèle au Programme commun, à ne pas participer à un de ces renversements de majorité dont toute son histoire est faite, ni même à permettre un tel renversement. Que nous ne puissions nous en remettre à un tel engagement de sa part, c'est évident. Il serait dangereux de se faire la moindre illusion sur la sincérité ou*

la fermeté du Parti socialiste à ce sujet», et Marchais d'ajouter par ailleurs : «(Nous l'avions dit : nous estimons que notre programme à nous, communistes, est le meilleur (...)) Et nous en restons convaincus (souligné par Marchais), si convaincus que nous sommes bien décidés à continuer d'agir pour en faire triompher les solutions. Nous n'avons pas du tout l'intention de troquer notre programme contre le Programme commun». «Nous considérons au contraire ce dernier comme un pas en avant, permettant de créer les conditions les plus favorables pour mettre les masses en mouvement sur nos idées, nos solutions, nos objectifs» termine Marchais en martelant ces nos qui indiquent que c'est le projet propre du PCF que non seulement le Programme commun mais aussi le mouvement des masses doivent servir. On ne saurait être plus clair !

Et c'est là que réside effectivement dès 1972 la clef de toutes les tensions à venir de l'Union de la gauche. PS et PC avaient également besoin du Programme commun mais pour des raisons différentes, ouvertement contradictoires. Pour le PS, il s'agissait, on le sait de se refaire une façade de gauche, la pratique de collaboration de classes répétée de ce parti ayant achevé d'en faire une organisation exsangue, peu attractive pour les masses : l'alliance électorale avec le PCF devait contribuer à redresser cette situation, mais ne devait en aucun cas devenir une alliance trop contraignante. Pour le PCF, au contraire, le Programme commun, l'Union de la gauche n'étaient que des marche-pieds vers le projet de ce parti : nettement minoritaire sur le plan électoral, le PCF ne peut espérer accéder au gouvernement seul ; il est donc obligé de s'allier avec le PS, mais doit imposer à ce dernier un contrat suffisamment contraignant pour que son partenaire ne se débarrasse pas de lui en cours de route.

Si en 1972 les chances de la gauche étaient suffisamment faibles pour les législatives en perspective à cette époque, celles de 1973, il n'en était pas de même aux lendemains des présidentielles de 1974. La discussion entre PS et PC sur le Programme commun, relativement sans enjeu immédiat en 1972, revêt une signification autre à

partir des présidentielles de 1974. En 1972, l'important pour les partenaires rivaux était surtout l'existence d'une alliance électorale formalisée qui permette à l'un et à l'autre d'encaisser les plus-values électorales de cet accord au moment des législatives de 1973, sans espérer, compte tenu du retard de la gauche sur la droite à cette époque, arriver au gouvernement. A partir de l'été de 1974, les choses changent nettement : d'une part parce que la gauche a frôlé la majorité aux présidentielles, et que le problème de son accession au pouvoir, donc de l'application du Programme commun, est nettement posé ; d'autre part parce que la tactique du PS a très bien réussi à ce dernier et que grâce à son alliance électorale, il est devenu en quelques années le premier parti de France, jouant le rôle de parti charnière sur l'échiquier politique.

Ces deux données vont déterminer la tactique du PCF. D'une part il va tenter de limiter au maximum la progression du PS, qui se fait en partie à son détriment, par une polémique, pas très originale qui ne fait que dire tout haut ce qui, au sein de la base du PCF, et dans une frange de travailleurs, se dit depuis longtemps à propos du caractère toujours social-démocrate du PS. D'autre part, il va tenter de faire inclure dans le Programme commun, le maximum de clauses anti-PS, garantissant aux révisionnistes de pouvoir progresser selon les mots de Marchais (déjà cités dans le rapport secret de 1972) du Programme commun vers leurs objectifs propres. Tous les efforts du PCF sont effectivement investis dans ces deux directions tactiques de 1974 à 1978, directions qui permettent de rendre compte de l'aggravation des tensions à cette période. Certes, des pauses sont marquées, en particulier dans les périodes pré-électorales des cantonales (mars 1976) et des municipales (mars 1977). La raison en est simple, le PCF en ces occasions, dont l'enjeu n'était pas l'accession au gouvernement et donc l'application du Programme commun, a préféré privilégier la conquête de points d'appui futurs (sièges de conseillers généraux, mairies, conseillers municipaux) pour la mise en œuvre de son projet propre. La modération adoptée par le PCF au moment de ces scrutins à l'égard de son partenaire socialiste lui permettra d'enregistrer des gains substantiels, en particulier de conqué-

rir plusieurs nouvelles mairies importantes (Reims, St Etienne...) et de s'installer dans de nombreux conseils municipaux à dominante socialiste dont il était précédemment exclu.

Mais la même attitude ne pouvait être adoptée par le PCF lors des législatives de 1978.

L'enjeu de ces élections était clairement l'arrivée au pouvoir de la gauche et l'application du Programme commun. Pour le PCF, tout ce qui n'avait pas été suffisamment précisé en 1972, tout ce sur quoi le PS était revenu depuis 5 ans, devait être corrigé. Obtenir du PS le maximum de gages sur le programme qui serait appliqué après les élections, devenait pour le PCF une question urgente, puisqu'après les élections le PS aurait les mains libres pour refuser les propositions du PCF et user de sa position dominante pour faire passer ses propres positions. D'où la bataille pour la réactualisation, la bataille pour empêcher le PS de rester dans le flou sur une série de questions, la bataille pour lui imposer de s'engager au maximum sur les propositions propres au PCF.

Si la tension devient ainsi particulièrement avivée lors de la dernière année avant les législatives, ce n'est donc ni parce que le PS aurait viré plus à droite que d'habitude, ni parce que le PCF aurait fait brusquement le choix de ne pas venir au gouvernement. C'est en fait parce que ce n'est qu'à ce moment là que pouvait être posée la question de l'actualisation du Programme commun, et que cette question, cristallisant l'opposition entre les projets respectifs du PS et du PCF ne pouvait être tranchée sans heurts. L'acharnement du PCF à pousser jusqu'à l'extrême limite, jusqu'au dernier moment la querelle avec son partenaire ne provient pas de sa volonté de faire échouer la gauche, mais témoigne de sa volonté d'arracher le maximum de concessions au PS quand c'était encore possible, de sa volonté de revaloriser au maximum le rapport de forces électoral en sa faveur. Affirmer que la stratégie du PCF aurait été volontairement celle de l'échec en mars 1978, c'est ne pas voir que le PCF a été lui-aussi abusé, comme tout le monde, par les sondages qui, jusqu'à la veille des élections, donnaient la gauche nettement en tête, c'est ignorer la campagne du PCF pendant tout le mois de janvier, «le 12 on vote PCF, le 13 on négocie, le 19 des mi-

nistres PCF accèdent au gouvernement», c'est laisser inexplicé l'accord du 13 mars, où, bien qu'aucune concession ne lui ait été consentie, la direction du PCF engage ses forces sans réserve dans la bataille du 2^e tour... Ni le PCF, ni le PS n'étaient prêts et n'avaient intérêt à rompre et à perdre les élections : le PCF parce qu'il n'a d'autres possibilités pour accéder au gouvernement, et faire ainsi progresser son projet ; le PS parce qu'une rupture officielle aurait sérieusement affecté sa stabilité interne et sa crédibilité dans les masses.

Ainsi, l'examen attentif de l'évolution des rapports PS-PC montre que l'alternance des phases de tension et de rupture de 1972 à 1978, loin de renvoyer à des changements de lignes successifs du PS ou du PC, trouve fondamentalement son origine dans la coexistence dans le texte même du Programme Commun de 1972, dans le but même de l'Union de la gauche, de 2 projets différents : celui du PS, mieux connu, projet de gestion social-démocrate, celui du PCF que nous avons qualifié de capitalisme d'Etat, et dont nous allons préciser certains traits maintenant.

Le projet du PCF, un projet lié à la dégénérescence du PCF en un parti révisionniste moderne

On ne peut pour analyser le projet politique propre du PCF, se limiter à l'examen de ses seules promesses. Certes, il n'est pas avare de brochures de propagande où il prétend définir en long et en large sa stratégie. Du *Manifeste de Champigny* au *Rapport du 22^e Congrès*, du *Manuel sur le capitalisme monopoliste d'Etat* élaboré par la section économique abondamment fournie du PCF, au *Programme de gouvernement du PCF : changer de cap* rédigé à la veille de la première négociation du Programme commun en 1971, le PCF a maintes et maintes fois réexpliqué ses propositions les plus explicites.

Mais ces documents de propagande, s'ils apportent parfois certaines révélations, ne sauraient permettre de saisir réellement le projet propre du PCF. C'est d'ail-

leurs ce qu'explicitait un oppositionnel du PCF, qui révélait comment certains de ces ouvrages, notamment «*Le manuel sur le capitalisme monopoliste d'Etat*», ont été rédigés *a posteriori* par un groupe d'économistes pour justifier, faire semblant de redécouvrir dans l'examen de la réalité, les propositions politiques préexistantes du PCF.

Notre Parti, pour sa part, pour mettre à jour le projet propre du PCF se réfère constamment à deux éléments : d'une part, la pratique actuelle du PCF, qui laisse entrevoir à une moindre échelle et dans des aspects partiels ce que serait une société régie par le projet du PCF ; d'autre part la manière dont historiquement s'est formé le projet du PCF. C'est en combinant ces deux aspects que l'on peut préciser l'analyse du projet de capitalisme d'Etat du PCF.

Le Projet politique du parti révisionniste n'est pas né du jour au lendemain. Résultat de la dégénérescence du PCF en un parti bourgeois, ce projet a été façonné au cours de ce processus. Or ce qui caractérise le processus de dégénérescence d'un parti révolutionnaire, c'est non seulement qu'il s'établit une rupture qualitative, qu'il change de nature, se transforme en un parti bourgeois ; mais c'est aussi que ce processus est sournois, masqué, qu'il ne s'accompagne pas d'un abandon ouvert aux références révolutionnaires, d'un alignement pur et simple sur les partis traditionnels de la bourgeoisie, mais qu'au contraire il continue formellement par sa référence, à se réclamer des objectifs révolutionnaires du prolétariat, à se démarquer des partis bourgeois traditionnels.

C'est ce que l'on avait déjà connu historiquement avec la dégénérescence de la quasi totalité des partis de la II^e Internationale. C'est ce qui s'est reproduit avec celle de partis communistes dans la décennie des années 50. Le projet du PCF est donc nécessairement marqué, non dans son fond, bien sûr, mais dans sa forme, par le passé révolutionnaire de ce parti. De quelle manière ? C'est ce qu'il nous faut essayer de préciser :

Notons d'abord que la dégénérescence du PCF en un parti bourgeois n'est pas la simple répétition de la dégénérescence des partis de

la II^e Internationale. Pour quelles raisons :

Le PCF s'est constitué de même que les partis de la III^e Internationale dans la lutte contre la social-démocratie, le révisionnisme de la II^e Internationale. Quand à son tour, il dégénère, il ne peut purement et simplement s'aligner sur les positions de cette social-démocratie, sans remettre en cause son existence même en temps que parti.

Le rejet par une partie conséquente de la classe ouvrière de France, de la voie social-démocrate depuis 1920 n'autorise pas le PCF dans son processus de dégénérescence à y retourner purement et simplement. Il sera amené de fait à maintenir dans ses positions, dans son projet, une dimension d'opposition à la social-démocratie, même si cette opposition n'est plus une opposition révolutionnaire.

Le PCF dans sa tentative de s'édifier en un parti communiste l'a fait en se référant non seulement à la doctrine révolutionnaire telle qu'elle a été forgée par Marx et Engels dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, mais aussi aux développements de cette théorie apportés par l'expérience révolutionnaire des peuples au début du XX^e siècle, tels qu'ils ont été synthétisés par Lénine. Parce que le PCF dans son processus de dégénérescence n'a pas révisé simplement le marxisme comme les partis de la II^e Internationale, mais le marxisme-léninisme, il constitue par un certain nombre de traits, une entité différente d'un simple parti social-démocrate. De son passé de parti qui s'est référé au léninisme, s'est efforcé de l'appliquer, résultent aujourd'hui un certain nombre de traits spécifiques, qui certes, n'ont rien à voir avec le contenu révolutionnaire du léninisme, mais parce qu'ils en empruntent souvent la forme, forgent au PCF, un visage, un mode de fonctionnement, un type de relations internationales qui sont évidemment bourgeois, mais qui lui sont propres, et qui ne permettent pas de l'identifier aux partis sociaux-démocrates. Il s'agit de tirer pleinement les conséquences de l'existence de ces traits spécifiques. Essayons d'en dégager quelques uns.

— Le PCF par exemple continue à se référer aujourd'hui aux principes de fonctionnement léniniste du parti communiste. Le mouve-

ment d'éducation qu'il y a eu dans notre parti sur le centralisme démocratique, nous met mieux à même de saisir que ce qui est en vigueur dans le PCF n'a rien à voir avec ce principe. Ce n'est ni le centralisme prolétarien, ni la démocratie prolétarienne qui y sont en vigueur. Ce qui est en vigueur dans le PCF, c'est le centralisme bureaucratique, un centralisme bourgeois qui, loin de contribuer, l'élaboration d'une ligne pour la révolution, vise à imposer une ligne bourgeoise parmi les militants. Cependant, en continuant à se réclamer de ce principe de centralisme démocratique, tout en le vidant de tout son contenu, la direction du PCF réussit à conférer à son parti un degré de cohésion, de discipline supérieur aux autres partis bourgeois, et qui lui permet de mieux manœuvrer dans les affrontements entre les différents partis bourgeois. Ce n'est pas un hasard si, jusqu'à présent, la direction du PCF, pourtant peu gênée pour se débarrasser de toute référence à des principes qui la gênent comme par exemple la référence à la dictature du prolétariat, maintient malgré toutes les critiques des oppositionnels, la référence aux principes du centralisme démocratique. C'est que des normes de fonctionnement comme la soumission de tout le Parti au Comité central, la soumission des échelons inférieurs aux échelons supérieurs, la soumission de chaque membre à tout le Parti, détournées de leur véritable but et mises en œuvre dans un parti bourgeois, deviennent une véritable massue aux mains d'une direction bourgeoise pour imposer son point de vue, étouffer toute contestation, exiger la discipline de ses militants pour appliquer sa ligne réactionnaire... On comprend l'attachement de la direction du PCF à conserver ses références à un tel principe.

Cela lui a permis jusqu'à présent de maintenir, même lors de l'éclatement de graves contradictions en son sein, une cohésion supérieure à celle acquise par tout autre parti bourgeois, y compris un parti social démocrate : par l'appel à la discipline, par l'appel aux ouvriers de ce parti à serrer les rangs face aux menaces et aux tentatives de division perpétrées par la droite, la direction de ce parti réussit assez souvent à mieux surmonter qu'un autre parti bourgeois ses contradictions internes, à imposer avec

moins de remous sa propre ligne bourgeoise.

— Le PCF, dans ses rapports avec les masses, dans ses rapports avec les organisations de masse, ne procède pas comme n'importe quel parti bourgeois. Certes, il agit toujours de façon à imposer son point de vue aux masses, au même titre qu'un autre parti bourgeois. Mais la manière dont fréquemment procède le PCF, parce qu'elle s'inspire, en les vidant de leur contenu, des principes léninistes, rend ces procédés beaucoup plus dangereux, parce que plus trompeurs pour les masses. Les partis bourgeois traditionnels préfèrent la plupart du temps parachuter leurs positions, leurs décisions indépendamment d'un certain débat dans les masses qu'ils ignorent. Les partis communistes en opposition à cette démarche, s'efforcent de faire surgir la voie révolutionnaire du débat d'idées qui se déroule au sein des masses, entre idées justes et idées fausses. Les partis révisionnistes, dégénérescences de partis communistes, n'en reviennent pas à la position habituelle des partis bourgeois ; au contraire, ils tentent de faire apparaître leurs positions, leurs décisions comme le résultat d'un débat au sein des masses, détournant ainsi, en le dénaturant complètement, le rapport révolutionnaire des communistes aux masses. Comment procèdent-ils ?

D'une part, ils prennent appui systématiquement sur les idées erronées, les idées bourgeoises qui, inévitablement se forment au sein de notre peuple, tout en dévalorisant, étouffant les idées qui vont dans le sens de la révolution.

D'autre part, profitant au maximum des délégations qui leur ont été confiées au niveau des organisations de masse, ils organisent à leur manière, en le téléguidant, en le manipulant, le débat dans les masses.

C'est ce scénario classique, répété des milliers de fois à des variantes près, qui autorise le PCF à donner plus de poids à sa décision, ses propositions, à les présenter comme émanant de la population. Faute d'une opposition révolutionnaire qui organise la population pour dénoncer les détournements de la démocratie, ces manœuvres réussissent souvent. Elles sèment à la fois la confusion et la désorganisation au sein des masses.

Cette manière d'essayer systématiquement, et de réussir assez souvent, à faire jouer la majorité contre les intérêts de la majorité, ce détournement de la démocratie pratiqué systématiquement par le PCF dans les municipalités qu'il dirige, dans les organisations de masse qu'il contrôle, dans les luttes dont il participe, sont extrêmement pernicieux parce qu'il désorganise de l'intérieur les luttes populaires et le peuple, parce qu'il a les apparences trompeuses de la démocratie, mais que son caractère de classe, la ligne qu'il permet d'imposer en fait une arme contre le prolétariat.

C'est là encore une caractéristique propre aux partis révisionnistes qui ne la partagent pas avec les partis sociaux-démocrates.

Aujourd'hui, à l'œuvre de manière restreinte dans notre société, ce détournement de démocratie serait demain, si le PCF parvenait à instaurer son projet de société, mis en œuvre systématiquement et comme pratique de gouvernement, et comme pratique de direction dans tous les secteurs de la vie sociale.

— Le PCF, quand il a dégénéré en un parti révisionniste moderne, n'a pas dégénéré seul. Une partie dominante des partis du Mouvement Communiste International a suivi l'exemple du parti soviétique. La majeure partie du camp socialiste, de ce fait, a dégénéré et instauré le capitalisme. Le projet de société du PCF aujourd'hui ne saurait être étranger à ce phénomène, et il faut tirer toutes les conséquences du lien qui lie le projet qu'a forgé le PCF au cours de sa dégénérescence, à la restauration du capitalisme en Europe de l'Est.

Parce qu'en dégénérant en nouveaux pays capitalistes, les anciens pays socialistes ne sont pas revenus au stade antérieur à leurs révolutions : la nouvelle bourgeoisie qui domine en URSS dans les années 60 n'est pas, pour l'essentiel, l'ancienne bourgeoisie remise en selle ; ses formes de domination sur la classe ouvrière sont spécifiques et n'épousent pas celles qui ont été forgées dans les pays capitalistes occidentaux où la révolution n'a pas encore triomphé. Après son expérience historique de premier Etat de dictature du prolétariat, l'URSS, quand elle restaure le capitalisme, va dénaturer complètement, vider de leur contenu révolutionnaire les armes de

la dictature du prolétariat, les transformer en leur contraire, en faire des armes au service de la nouvelle bourgeoisie contre la classe ouvrière et les peuples soviétiques. Le parti communiste va devenir le parti de la nouvelle bourgeoisie, filière nécessaire pour la promotion des carriéristes et des ambitieux avides de participer du pouvoir ; l'Etat va devenir un instrument de dictature de la nouvelle classe exploiteuse ; le système économique devient un instrument d'exploitation de la classe ouvrière. Le mécanisme unique qui liait, de par l'expérience de construction du socialisme en URSS, le parti, l'Etat et le système économique, va devenir avec la restauration du capitalisme, une formidable machine de guerre contre le prolétariat et les masses populaires.

On ne saurait perdre de vue cela quand on traite du projet politique du PCF. On ne saurait douter que le PCF a puisé au moment de sa dégénérescence dans l'exemple soviétique un modèle de système politique et économique qu'il envisage toujours d'appliquer. La place qu'il entend donner au secteur nationalisé, une place hégémonique, la fusion étroite qu'il entend organiser entre l'appareil d'Etat et le secteur économique nationalisé, la place du PCF à la tête de ce secteur nationalisé, tout cela ressemble trop à du déjà vu ; tout cela ressemble trop à la mise en route de la fusion étroite entre Parti, Etat, monopoles et l'image de ce qui existe dans les pays d'Europe de l'Est.

Certains prêtent un crédit important aux distances prises officiellement par le PCF à l'égard de l'URSS. Elles sont réelles. Mais rappelons que ces distances sont pour le moins récentes et fort limitées. Les points de convergence entre l'URSS et le PCF l'emportent aujourd'hui nettement, en particulier sur l'analyse de la situation internationale, et les critiques du second à la première sont circonscrites aux aspects les plus criants, les plus dénoncés dans notre pays, de la dictature fasciste des nouveaux tsars, tandis que le système soviétique lui-même est toujours qualifié de socialiste et pas ou peu critiqué. Les critiques les plus virulentes du courant elleinsteinien à l'égard de l'URSS ne sont pas aujourd'hui reprises par la direction dont une partie seulement les tolère.

En fait, les distances que mettrait éventuellement la direction du PCF entre elle et l'URSS, se heurtent à la nécessité pour le PCF de tenir compte de la situation internationale pour définir son projet. Ce n'est pas un hasard si ce projet envisage de distendre les relations de la France avec les impérialismes occidentaux liés à la superpuissance US, pour se rapprocher nettement des pays dominés par le social-impérialisme, et du social-impérialisme lui-même. De ce point de vue, le projet du PCF forme un tout : la préservation, même sous une forme distendue des relations nouées entre les partis communistes français et soviétique avant qu'ils ne dégèrent en partis révisionnistes, va de pair avec l'adoption d'un modèle de société semblable par bien des traits avec le capitalisme restauré en Union soviétique. C'est là une donnée supplémentaire qui différencie révisionnisme moderne et révisionnisme ancien.

Voilà plusieurs traits qui permettent de décrire dans une certaine mesure ce qui sous-tend le projet politique du PCF. On voit en quoi on ne peut l'assimiler à un simple projet social-démocrate, on voit comment la révision du léninisme, l'existence d'un modèle de société et d'un camp révisionniste dominé par le social-impérialisme, posent en termes différents par rapport à celui d'un parti de la III^e Internationale l'analyse du projet révisionniste. On voit ce qu'il signifie pour les masses : la fusion à l'échelle de la société en un mécanisme unique du Parti, de l'Etat et des monopoles, l'usage généralisé du détournement de la démocratie, avec son corollaire la chasse systématique aux opposants, tout cela constituant un système d'exploitation et d'oppression unique contre lequel il serait fort difficile de lutter. On ne saurait croire qu'il s'agirait alors d'un simple élargissement dans tout le pays de ce qu'on connaît aujourd'hui dans certaines municipalités détenues par les révisionnistes. Ce serait beaucoup plus grave parce qu'une société capitaliste d'Etat conjuguerait au niveau de tout le pays dans les mêmes mains, le maniement de l'ensemble des forces de répression et l'encadrement systématique des travailleurs, la direction des entreprises et celles du syndicat... Oui, le capitalisme d'Etat constituait une grave menace contre les libertés démocratiques et les possibilités de lutte en mars 78.

Les moyens que le PCF cherchait à rassembler pour faire aboutir son projet

Evidemment, la description du projet capitaliste d'Etat, si elle fournit la clef des rivalités avec le PS, ne suffit pas à rendre compte de la tactique suivie par le PCF à la veille des élections. Quels sont les moyens que le PCF, pourtant minoritaire électoralement aujourd'hui, comptait mettre en œuvre pour progresser vers son projet. Rappelons-les brièvement ici :

Pour forger le capitalisme d'Etat, le PCF envisage de conduire un processus de recomposition de la classe bourgeoise. En effet, le PCF sait qu'il n'a aucune chance de parvenir à ses fins, s'il ne trouve pas à l'intérieur de couches sociales non populaires, des points d'appui qui se sentent concernés par son projet, c'est-à-dire qui y trouvent intérêt. C'est l'explication de l'attention particulière apportée par le PCF dans sa propagande en direction des couches de cadres, d'ingénieurs, de techniciens. Non seulement des cadres et des ingénieurs des couches inférieures, mais y compris aux personnels d'encadrement supérieur des entreprises, des banques, des administrations. Ces couches supérieures font déjà évidemment partie pour l'essentiel de la bourgeoisie, parce qu'elles disposent d'un revenu très élevé prélevé sur la plus-value produite par la classe ouvrière, parce qu'elles exercent leur direction et leur contrôle sur la classe ouvrière. Mais, au sein de la bourgeoisie, ce ne sont pas elles qui réellement exercent le pouvoir ; celui-ci est concentré dans une couche plus restreinte de personnes du secteur privé, et de la haute administration d'Etat. Or, ce que propose le PCF, avec une extension du secteur nationalisé, avec l'introduction de la « gestion démocratique », ce n'est ni plus, ni moins que le transfert de la réalité du pouvoir des mains de la haute administration actuelle d'Etat, et des hauts dirigeants des entreprises d'Etat, vers cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'Etat qui serait engendrée par une très large extension du secteur éco-

nomique d'Etat. C'est pour cela que nous employons le terme de «recomposition» de la bourgeoisie, qui signifie que s'il y a expulsion de certains détenteurs des moyens de production, la nouvelle bourgeoisie se recrute pour une part importante déjà dans les rangs de la bourgeoisie actuelle. L'appareil bureaucratique de direction du PCF qui, aujourd'hui pour l'essentiel, est extérieur à l'appareil d'Etat et même aux couches supérieures d'encadrement des entreprises, envisage de s'amalgamer pleinement à cette nouvelle bourgeoisie, et d'y jouer un rôle politique dirigeant. Parce que, évidemment, dans le processus de fusion totale qu'envisage le projet du PCF entre l'appareil d'Etat, l'appareil des monopoles et le parti révisionniste, une place de choix doit être laissée au parti révisionniste, qui n'envisage de confier des leviers importants de l'appareil d'Etat qu'à des personnes qui sont d'accord avec son projet politique.

Pour progresser dans la mise en œuvre de son projet de capitalisme d'Etat, le PCF doit tenir compte de son caractère extérieur, pour l'essentiel, à l'appareil d'Etat bourgeois actuel. Aussi avait-il besoin, pour avancer, de rassembler plusieurs éléments favorables :

il devait d'abord participer du gouvernement : c'est la condition pour qu'il puisse infiltrer par en haut l'appareil d'Etat, ce qui est nécessaire pour le PCF vu que la bourgeoisie actuelle, avertie du projet du PCF, limite au maximum la pénétration par en bas de l'appareil d'Etat des représentants du PCF, le bloquant à des niveaux inférieurs, ou le dirigeant vers des voies de garage, où ils ne disposent d'aucun pouvoir réel. D'où la nécessité pour le PCF s'il veut renverser cet état de chose, s'il veut disposer réellement de leviers de pouvoir, de participer au gouvernement.

il doit ensuite obtenir une large extension du secteur nationalisé : c'est la condition pour que les bases matérielles permettant le développement de la bourgeoisie bureaucratique d'Etat soit possible.

L'existence d'un large secteur d'Etat nationalisé offre d'une part la possibilité au PCF d'accéder à certains postes de responsabilité à l'intérieur de ces entreprises, et d'autre part, d'organiser la coordination de ce secteur d'Etat pour limiter les empiètements du secteur privé qui, rappelons-le, dans

un premier temps reste aux mains de la bourgeoisie actuelle.

— il doit enfin, mais cela dans un troisième temps, préparer un affrontement avec la bourgeoisie actuelle, pour la déposséder du pouvoir. En effet, parce que le projet du PCF passe par une reconstitution de la bourgeoisie, il entre en contradiction antagonique avec la bourgeoisie actuelle, qui ne peut envisager, comme elle le fait avec les sociaux-démocrates, de lui confier sereinement la gestion de ses affaires. Un affrontement doit avoir lieu, et le PCF compte, pour obtenir l'avantage, s'appuyer sur le mouvement de masse qui, inévitablement, serait amené à revendiquer contre un gouvernement de gauche, et que les révisionnistes par une pratique de la surenchère démagogique, comptaient utiliser à leur profit en greffant sur les revendications du mouvement de masse, les leurs propres qu'ils entendaient faire aboutir contre la bourgeoisie actuelle.

Voilà quelle analyse nous faisons des différents moyens que le PCF tentait de rassembler pour parvenir à imposer son projet capitaliste d'Etat. On comprend pourquoi la polémique avec le PS a été aussi vive, et sur le partage des portefeuilles ministériels, et sur le nombre des nationalisations («La question des questions» disait Marchais dès 72 dans son rapport secret devant le Comité central), et sur le mode de désignation des patrons des entreprises nationalisées. Si l'on y joint la polémique sur la Défense, où là l'objectif du PCF était de rendre possible une réorientation de la politique des alliances de l'impérialisme français, on voit que tous les points de la querelle portaient, et ce n'est pas un hasard, sur la volonté du PCF de rassembler au maximum les moyens de progresser vers son projet capitaliste d'Etat.

La crise du PCF

La défaite de la gauche a porté un coup d'arrêt aux ambitions du PCF qui pensait avoir les coudées franches pour polémiquer jusqu'au dernier moment avec son partenaire et lui arracher le maximum de concessions, compte tenu de l'avance que les sondages prêtaient à la gauche. Cette défaite outre qu'elle

a pour conséquence de repousser à de plus lointaines échéances le danger d'instauration du capitalisme d'Etat dans notre pays, a ouvert une crise grave dans les rangs du PCF, qu'il nous faut maintenant examiner.

La crise qui secoue les rangs du PCF est par bien des aspects très positive, et interroger et combattre sur les moyens qu'il doit se donner pour peser dessus, élargir les failles apparues dans le parti révisionniste, gagner à nous les travailleurs qui aspirent au socialisme et qui prennent conscience aujourd'hui de la voie de garage où les entraîne le parti auquel ils faisaient jusqu'à présent confiance.

Les raisons de l'éclatement de cette crise sont claires. Ces militants auxquels depuis 4 ans, on fixait un seul objectif la victoire en mars 78 et qui y avaient pour la plupart consacré de nombreux efforts, ces militants auxquels on avait demandé de renoncer aux luttes, de s'opposer à celles qui se déroulaient, ces militants à qui on avait fait critiquer et combattre, avant de corriger tardivement le tir de manière démagogique, le mouvement des femmes, le mouvement écologiste, le courant autogestionnaire, ces militants auxquels on avait fait coller un jour les affiches de Mitterrand, pour leur annoncer le lendemain que ce dernier faisait le jeu de la droite, ces militants auxquels on disait un jour il faut 25 % pour se désister pour le PS, et qui voyaient qu'avec moins de 21 % le PCF signait un accord de désistement sans aucune concession du PS, eh bien ces militants ont commencé à se poser sérieusement des questions le lendemain du 19 mars.

Non seulement la gauche était battue, mais le PCF regressait électoralement par rapport au score de '73. Seul celui de 58 a été plus mauvais depuis la fin de la guerre. En plus le PCF regressait nettement dans une série d'endroits où il était auparavant bien implanté. Signe révélateur c'est là où les masses depuis longtemps font l'expérience de la gestion communale ou cantonale du PCF que la baisse a été la plus accentuée, avec par exemple un recul de - 3,5 % dans un département comme la Seine-St-Denis. L'ensemble des questions étouffées pendant toute la période précédente sont légitimement ressorties : sur les luttes, bloquées depuis 3 ans au nom du succès électoral ; sur

les mouvements nouveaux, en direction desquels le PCF est assez nettement discrédité. Sur la manière incompréhensible dont a été menée la polémique avec le PS, parce que la face cachée des raisons, qui, pour la direction, justifient la querelle, n'était pas révélée aux militants. Et beaucoup plus largement sur le mode de fonctionnement, la manière dont sont prises les décisions à l'intérieur du PCF. La manière dont cette crise se manifeste et continue à se manifester témoigne de son ampleur. Les signes publics les plus saillants en seront : les lettres d'oppositionnels publiées dans la presse, non PCF, après avoir été refusées par *L'Humanité* ; la liquidation de 2 journaux du PCF : *Paris Hebdo* et *Point du jour* ; la restructuration du groupe d'édition du PCF s'accompagnant de licenciements ; la parution de numéros de la *Nouvelle Critique* critiquée par la direction à posteriori... Mais ce sont les manifestations les moins publiques, les plus difficiles à chiffrer qui semblent engendrer le plus de difficultés pour le PCF. Les démissions très nombreuses affichées ou non, s'ajoutent à l'absentéisme très important aux réunions. Le taux de militantisme est très faible, au point que le nombre de vignettes vendues à la dernière fête de *L'Humanité* était considérablement réduit par rapport à celui de l'année dernière, que le nombre des points de ventes habituels des hebdomadaires du PCF sont en réduction très importante. Mais ce qui sans doute a le plus surpris la direction du PCF, c'est le caractère durable et maintenant un peu permanent de la contestation dans les rangs de ce parti. Ayant perdu un peu de son caractère spectaculaire, la crise est moins publique mais tous les signes dont on peut disposer par les discussions avec les militants du PCF montrent qu'elle persiste.

Au delà du courant représenté par Elleinstein, qui fait ouvertement campagne pour une social-démocratisation du PCF et une distinction nette des rapports du PCF avec l'URSS, au delà du courant incarné par les thèses d'Althusser qui a été amené à fournir une analyse détaillée et frappant souvent juste du mode de fonctionnement du PCF mais sans la rapporter au projet politique, à la ligne développée par le PCF, au delà donc de ces deux oppositions un

peu structurées et disposant déjà d'une argumentation propre, le mouvement d'opposition se trouve presque dans toutes les cellules, à l'état dispersé, multipliant ses interrogations et ses doutes sur la ligne suivie par leur direction. Notre Parti dans son travail l'a fréquemment rencontré : qu'il s'agisse de ces ouvriers de Cléon, révoltés par l'attitude du PCF dans la dernière lutte de Renault et qui aujourd'hui veulent travailler avec notre Parti ; ou de ces camarades de Lorraine, encore au PCF aujourd'hui et qui veulent tenir régulièrement des réunions communes avec nous pour répondre ensemble aux questions qu'ils se posent. Et nous pourrions citer encore plusieurs exemples de militants du PCF qui ont ouvert le dialogue régulier avec notre Parti.

Camarades,

Il faut que ces exemples encore trop peu nombreux se multiplient. Notre Parti doit prendre nettement l'offensive en direction des mili-

tants du parti révisionniste. La crise que connaît ce parti est grave, parce qu'il est aujourd'hui privé de perspective. La cassure de la gauche, la mort du Programme commun de 72 a porté un rude coup aux dirigeants révisionnistes qui n'ont d'autres perspectives que d'attendre que se renoue l'alliance avec leur partenaire socialiste, ce qui ne se dessine pas pour tout de suite. La période de préparation du 23^e congrès du parti révisionniste sera une période où ce manque de perspective va apparaître de manière criante, où l'absence de réponse de la direction aux questions posées depuis mars, sur l'attitude par rapport aux luttes, sur le fonctionnement interne, sur la nature de l'URSS, va ressortir. Cela doit être une période où notre Parti doit engager fraternellement la discussion avec les militants du PCF, trouver les formes pour mener ces discussions, répondre aux questions politiques posées, aggraver les contradictions au sein du PCF, et gagner de nouveaux camarades.

Le Parti socialiste

L'analyse du projet du Parti socialiste, ne pose pas de problèmes nouveaux. Le Parti socialiste continue après les élections législatives de mars 78, à jouer un rôle particulier sur l'échiquier des différentes forces politiques bourgeoises. S'il n'est pas arrivé à accéder au gouvernement en mars 78, il demeure toujours le parti charnière, c'est-à-dire celui qui est nécessaire à une recomposition, quelle qu'elle soit, de la majorité parlementaire. Cependant, la campagne électorale elle-même, notamment la violente querelle qui l'a opposé au PCF, et l'échec de mars ont contribué à révéler plus largement aux yeux des travailleurs la réalité sociale-démocrate du projet de ce parti. S'il demeure le parti charnière, le PS marque aujourd'hui le pas dans le processus de reconstruction qu'il avait entamé à Epinay, et l'équilibre interne entre les différents courants et sous-courants qui le composent, semble particulièrement fragile. C'est ce qui semble se dégager des 2 années écoulées.

D'un côté, le processus de reconstruction du PS depuis le Con-

grès d'Epinay en 71 semble avoir été effectif, si on le rapporte à ce qu'était antérieurement la vieille SFIO. Le déclin de l'audience électorale a été enrayé au point que le PS fait figure aujourd'hui électoralement de premier parti de France. La signature en 72 du Programme commun a marqué dans l'opinion un ancrage plus à gauche de ce parti. La reprise démagogique, avant que le PCF ne le suive nettement plus tard sur ce chemin, de thèmes apparus en mai 68, a même pu lui permettre, à certains moments, d'illusionner certaines couches de travailleurs qui aspiraient nettement au socialisme et repoussaient la caricature de socialisme que constituent les pays de l'Est. Cela a pu permettre au PS de conquérir une influence non négligeable dans certaines organisations de masse, notamment la CFDT, et de s'y organiser en vue de tenter de faire de ces organisations des groupes de pression au service de sa politique. Cette croissance de l'influence du PS, s'est notamment matérialisée nettement lors des municipales de mars 77, où en alliance avec le PCF la plupart du temps, le parti de Mitterrand a

Investi les 2/3 des mairies des villes de plus de 30 000 habitants.

Cependant, cette croissance de l'influence du Parti socialiste, qui a d'ailleurs assez vite plafonné, ainsi que son insistance à se réclamer du socialisme, d'un socialisme démarqué de celui prôné par Marchais, ne sauraient entretenir la moindre confusion sur la nature de classe de ce parti. La croyance, largement répandue, que les élections de mars 8 seraient celles de la victoire du PS et de son retour au gouvernement, avait fait affluer vers ce parti, en proportion importante, les arrivistes de tout poil, des politiciens bourgeois, des hauts fonctionnaires en mal d'avancement, et d'autres candidats aux multiples places et privilèges que devait procurer l'exercice du pouvoir gouvernemental. Les rares ouvriers, les rares éléments populaires qui avaient pu se retrouver dans ce parti, et croire au socialisme qu'il prônait, ont ainsi vu au fur et à mesure de l'avancée vers le pouvoir du PS, s'agréger à la direction bourgeoise de ce parti, d'autres éléments ouvertement bourgeois avides de s'emparer des leviers de commande d'une affaire qui s'annonçait devoir être assez rentable. Ces mêmes ouvriers, ces mêmes éléments populaires ont pu voir aussi au fur et à mesure que les échéances de mars 8 se rapprochaient, le langage même du

PS se préciser, et réapparaître ainsi de manière assez crue tout ce qui a fait la politique sociale-démocrate de la SFIO sous la fin de la III^e et sous toute la IV^e République. Rocard et Mitterrand, à l'époque unis au coude à coude, n'hésitaient pas à parler de la rigueur économique nécessaire d'un futur gouvernement de gauche, à laquelle les travailleurs victimes de la crise devaient sacrifier leurs revendications les plus élémentaires, y compris celles portant sur le SMIC. De ce point de vue, la querelle PS-PC n'a pas été seulement révélatrice du projet de capitalisme d'État du PCF, mais aussi de la réalité profonde qui se cachait derrière les paroles socialistes du PS : celle du projet de collaboration de classes mis au point par Mitterrand et Rocard pour faire payer la crise aux travailleurs, et qui dans son fond n'était pas très distinct de la politique mise en œuvre par Schmidt en Allemagne, ... ou celle de Barre en France. Les convergences déjà manifestées à la veille des élections entre la politique giscardienne et celle proposée par le Parti socialiste, se sont poursuivies et mêmes élargies après la défaite de la gauche. Prêtant complaisamment la main, à plusieurs reprises, aux opérations dites de décrispation de Giscard d'Estaing, le PS n'a pas craint d'envoyer un de ses représentants dans les fourgons de la délégation française à la session de

l'ONU sur le désarmement. Les points de convergence sur la politique étrangère (Europe, rapports avec les USA) rejoignent ainsi les points d'accord déjà notés sur la politique économique, au point que parfois l'opposition parlementaire au gouvernement semble plus animée par le RPR et le PCF, que par les anciennes composantes de l'union de la gauche.

Cette situation doit permettre de révéler largement la nature de classe de ce parti auprès des couches de travailleurs qu'il influençait, notamment par une politique assez démagogique au niveau de certaines municipalités qu'il contrôle. Comme pour le PCF, l'échec électoral de l'Union de la gauche, sa rupture, laisse aujourd'hui le PS sans perspective. Les déchirements internes qu'il connaît, et les nouveaux regroupements en préparation, ne font surtout qu'illustrer l'absence de perspective politique que peut offrir ce parti dans la situation actuelle. Reconstruction problématique et prolongée d'une Union de la gauche, ou alliance peu glorieuse et plus ou moins camouflée avec le giscardisme ? Ces hésitations social-démocrates doivent être mises à profit par les communistes révolutionnaires pour gagner à la perspective du socialisme, des travailleurs notamment au sein des organisations de masse, influencés par ce parti.